



Seul le discours prononcé fait foi

LUXEMBOURG

Intervention de Madame Marie-Josée JACOBS
Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Cinquième Dialogue de haut niveau sur le financement du développement

New York, le 7 décembre 2011

Statement by Ms. Marie-Josée JACOBS
Minister for Development Cooperation and Humanitarian Affairs

Fifth High-Level Dialogue on Financing for Development

New York, December 7th, 2011

Monsieur le Vice-président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le Luxembourg souscrit pleinement à l'intervention de l'Union européenne.

Par temps de crise, plus que jamais, il est impératif de continuer la discussion sur le financement du développement. C'est pourquoi il faut se féliciter de la tenue de ce 5^{ème} Dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale consacré au financement du développement.

L'Assemblée générale a un rôle de premier plan à jouer dans le processus intergouvernemental visant à assurer le suivi de ce sujet.

C'est aujourd'hui l'occasion de faire le bilan d'étape des avancées et des progrès, mais aussi des obstacles et des contraintes rencontrés et de déterminer ensemble les mesures à prendre pour assurer une pleine mise en œuvre du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha.

C'est aussi l'occasion de réaffirmer l'esprit qui a animé les Conférences de Monterrey et de Doha: la participation inclusive, le partenariat et la transparence.

Dans ce contexte, je me félicite de la présence aujourd'hui d'acteurs de tout bord: des donateurs traditionnels et des donateurs émergents, des pays partenaires en développement, des représentants de la société civile et du secteur privé et des représentants des institutions financières internationales. Je suis persuadée que l'approche inclusive permet d'identifier les plus-values qui sont cachées dans les zones de recoupement entre les domaines de compétence des différents protagonistes.

Ce Dialogue s'inscrit enfin dans le cadre plus large du partenariat mondial pour la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement et de l'agenda post 2015.

Monsieur le Vice-président,

Le Luxembourg attache une importance toute particulière à la concrétisation de tous les engagements pris en matière de financement du développement. La réalisation complète de ces objectifs permettra d'accroître fortement les ressources disponibles afin de faire progresser le programme international de développement. Le Luxembourg est fier de figurer depuis 2000 parmi le cercle encore trop restreint de pays qui contribuent au moins 0,7% de leur revenu national brut à l'aide publique au développement. L'année dernière, l'aide publique au développement du Luxembourg a atteint 1,05% du revenu national brut, et l'objectif de consacrer 0,20% du RNB aux pays les moins avancés, réaffirmé par le Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA pour la décennie 2011-2020, a été largement dépassé.

Le Luxembourg assume donc pleinement ses responsabilités et ses obligations en matière d'aide publique au développement, et compte maintenir ses efforts aussi à l'avenir. Le fait d'avoir atteint une APD au-delà de 0,7 pour cent ne nous dédouane d'ailleurs pas de tout autre effort pour améliorer la quantité et la qualité de l'aide au niveau international. Nous savons que l'aide publique

au développement seule ne saura briser le cercle vicieux de la pauvreté, surtout en temps de crise financière et économique.

Comme agréé à Monterrey et réaffirmé à Doha, il nous faut agir sur plusieurs fronts à la fois: mobiliser les ressources financières nationales au service du développement, renforcer l'investissement direct étranger, favoriser l'intégration des pays en développement au système international de commerce, faciliter l'accès aux marchés, aider les pays en développement à tirer parti de la libéralisation des échanges, mettre en œuvre des initiatives et mécanismes pour résoudre les problèmes d'endettement, en particulier pour l'Afrique et les pays les moins avancés, renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, renforcer l'assistance technique et le développement des capacités, pour ne nommer que quelques mesures à prendre.

L'identification de sources innovantes de financement du développement tant publiques que privées doit aussi nous intéresser.

Le Luxembourg s'est investi beaucoup au cours des 15 dernières années, ensemble avec ses pays partenaires, dans le domaine du microcrédit, de la microfinance et de la finance inclusive en tant qu'outils importants de développement économique et social. L'apport potentiel de la microfinance a été reconnu à Monterrey et Doha, et je me réjouis du fait que le rapport du Secrétaire général pour notre réunion aujourd'hui évoque l'accès à une large gamme de services financiers pour les groupes pauvres et défavorisés de la population et pour les petites et moyennes entreprises comme salulaire pour le développement et la mobilisation des ressources internes.

Comme j'ai pu le dire lors de la récente semaine européenne de la microfinance à Luxembourg, qui était placée sous le thème « Une finance inclusive pour les populations exclues », il nous faut toujours rappeler les deux piliers de base d'une finance inclusive efficace et durable dans la lutte contre la pauvreté, à savoir, d'une part, l'impact social et, d'autre part, la viabilité économique.

Monsieur le Vice-président,

Que nous parlions d'aide publique au développement ou d'autres sources de financement du développement, nous ne pouvons nous cantonner au seul aspect du volume ; il nous faut aussi parler de la qualité et de l'efficacité des flux d'aide.

C'est dans ce contexte que je vous félicite de la substance du document final du 4^e Forum à haut niveau tenu la semaine passée à Busan. Il était important que les engagements pris en 2005 à Paris et en 2008 à Accra y soient réaffirmés et renforcés, en misant sur un rôle accru des pays partenaires dans les processus de développement, un souci accru pour des résultats en termes d'impact de développement et pour un partenariat dans la transparence. Je salue tout particulièrement l'apport crucial de la participation des pays émergents et de la société civile à la négociation menée en amont du forum et à Busan même.

Permettez-moi finalement de rappeler l'importance d'une gouvernance favorable au développement à tous les niveaux, y compris en termes de développement d'une économie dynamique, capable d'attirer les investissements, et d'un secteur privé compétitif, libéré du fléau de la corruption.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Notre attention devra aller surtout vers les pays qui accusent les retards les plus flagrants dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, même s'il peut être tentant - et parfois utile en termes de communication de résultats - d'engranger les fruits les plus mûrs de la coopération au développement.

Afin d'y arriver il nous faudra œuvrer ensemble à une réalisation pleine et entière du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha et miser de manière accrue sur le potentiel d'une démarche conjointe au service du développement. Car il faut être clair : il n'y aura pas de développement durable sans un financement durable pour le développement.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. Vice-President,
Mr. Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

Luxembourg aligns itself with the statement by the European Union.

In times of crisis, it is more than ever imperative to continue the discussion on the financing for development. For this reason, one must salute the holding of this Fifth High-level Dialogue on Financing for Development of the General Assembly.

The General Assembly has a leading role to play in the intergovernmental process aiming at ensuring a follow-up to the matter at hand

Today is an opportunity to take stock of successes and progress, but also of obstacles and constraints we have encountered and to determine together which measures must be taken to ensure full implementation of the Monterrey Consensus and the Doha Declaration.

It is also an occasion to reaffirm the spirit of the Monterrey and Doha Conferences: inclusive participation, partnership and transparency.

In this context, I salute the presence today of a wide variety of stakeholders: traditional and emerging donors, partner countries in development, representatives of civil society and the private sector and representatives of the international financial institutions. I am convinced that this inclusive approach will help to identify the added value hidden in the overlap between the fields of competence of the different actors.

This Dialogue finally evolves in the wider framework of the global partnership to implement the Millennium Development Goals and the post-2015 Agenda

Mr. Vice-President,

Luxembourg attaches particular importance to the realisation of all commitments in terms of financing for development. Achieving these commitments fully will allow us to greatly increase available resources to further the international development agenda. Luxembourg is proud to be, since 2000, among the still too restricted group of countries who contribute at least 0.7% of their gross national income to official development assistance. Last year, Luxembourg's official development assistance reached 1.05% of gross national income. The objective to attribute more than 0.20 % of GNI to Least Developed Countries, reaffirmed by the Istanbul Programme of Action for LDCs, has been more than met.

Luxembourg thus assumes its responsibilities and obligations in terms of official development assistance to the full extent and expects to maintain these efforts in the future.

Having reached a level of ODA beyond 0.7% does not, however, exempt us from the effort to improve quantity and quality of international aid. We are aware that official development assistance cannot break the vicious cycle of poverty on its own, especially in times of economic and financial crisis.

As agreed in Monterrey and reaffirmed in Doha, we must intervene on a number of fronts simultaneously: mobilise domestic financial resources for development, reinforce foreign direct investment, promote the

integration of developing countries into the international trading system, facilitate access to markets, help developing countries to benefit from trade liberalisation, implement initiatives and measures to solve the problem of debt, in particular for Africa and LDCs, reinforce South-South and triangular cooperation, strengthen technical assistance and capacity development, to name but a few of the measures that need to be taken

The identification of innovative sources of financing for development, both public and private, is also of great interest.

Over the last 15 years, my country, Luxembourg, has committed itself, together with its partner countries, very much to the domain of microcredit, microfinance and inclusive finance as important tools for economic and social development. The potential contribution of microfinance has been recognised in Monterrey and Doha and I salute the fact that the Secretary General's report for today's meeting evokes the access to a wide range of financial services for poor and marginalised population groups and for small and medium-sized enterprises as salutary for development and domestic resource mobilisation.

As I stated during the recent European Microfinance week held in Luxembourg, under the topic of "Inclusive Finance for Excluded Populations", we must remember that the two fundamental pillars of effective and sustainable inclusive finance in the fight against poverty are, on the one hand, social impact and on the other hand, economic viability.

Mr. Vice-President,

Whether we speak about official development assistance or other sources of financing for development, we cannot focus on volume alone; we must also talk about the quality and efficiency of aid flows.

It is in this context that I salute the substance of the outcome document of the Fourth High-Level Forum held last week in Busan. It is important that the commitments taken in Paris in 2005 and in Accra in 2008 are reconfirmed and strengthened therein, relying on a greater role for partner countries in development processes, a greater care for results in terms of development impact and for partnership in transparency. I salute in particular the crucial contribution made by the participation of emerging economies and civil society to the negotiations ahead of the Forum and in Busan itself.

Allow me finally to recall the importance of governance favourable to development on all levels, including in terms of developing a dynamic economy, capable of attracting investments, and a competitive private sector, freed from the scourge of corruption.

Excellencies,
Ladies and gentlemen,

Our attention must first and foremost go to those countries which are lagging behind the most in terms of achieving the Millennium Developing Goals, even if it may seem tempting - and sometimes useful in terms of communicating results - to go for the low-hanging fruits of development cooperation.

In order to get there, we must work together for a complete realisation of the Monterrey Consensus and the Doha Declaration and rely more on the potential of a joint partnership for development. We must be very clear about this: there will be no sustainable development without sustainable financing for development.

Thank you for your attention.